

pourquoi pas ?

de nouvelles perspectives à gauche en normandie

EDITO

Un NON porteur d'avenir !

par Etienne Adam

Rarement nous avons vu un tel retournement. Pas seulement celui des sondages, encore que la chute qu'a fait le oui chez les jeunes est un vraie performance (de 87% en septembre dernier à 39% le 15 avril dernier). Nous savons tous qu'un sondage n'est pas le résultat, qu'il faut encore aller sur le terrain pour convaincre les indécis qui sont encore nombreux mais aussi les partisans du oui dont beaucoup sont passés dans le camp du non.

Le non de gauche n'est plus l'attitude d'opposition qui se contentait d'être contre la constitution mais devient l'opinion dominante à qui les gens demandent des réponses sur l'avenir.

Bien sûr il reste encore dans la presse des Boulic, des Hutin pour continuer à éditorialiser comme avant en disant que le non est purement négatif, qu'il ne se situe pas par rapport à la question posée, qu'il n'est que peur et réaction irraisonnées. Bien sûr il se trouve des Jarreau (porte plume de Francois Hollande déguisé en chroniqueur ordurier du Monde) pour nous faire le coup de la collusion objective, comme disaient les staliniens, avec Le Pen. Pour ratisser large, parce que Le Monde perd des lecteurs, il nous fait le petit coup de l'anti-non-de-gauche avec les mots de l'anticommunisme le plus éculé: le vote révolutionnaire très tendance fait le jeu

de Le Pen comme il a fait naguère celui de Giscard.

Mais toute cette agitation médiatique que nous continuerons à subir pendant le reste de la campagne cache mal une réalité : le non de gauche est devenu politiquement dominant et c'est à lui que l'on demande des comptes pour la suite. Le Figaro, peu suspect de tendresse à notre égard avait le premier posé le débat en ces termes à la fin du mois de mars en écrivant que c'était désormais aux partisans du non de gauche de dire comment ils feront après la victoire du Non.

Mais plus globalement, beaucoup nous interrogent sur cette question : nous comprenons bien que ce ne sera pas le chaos, mais que proposez vous à ceux qui veulent une autre Europe ? Il devient essentiel de tracer des pistes de réponses pour permettre d'ouvrir des perspectives car rien ne serait pire qu'une victoire du non à la laquelle des millions de personnes auraient pris une part active suivie d'une impasse pour la suite. Ce serait grave pour nous mais aussi pour tous ceux qui en Europe comptent sur nous pour créer l'évènement politique qui ouvrira la voie à une redistribution des cartes. C'est pourquoi nous faisons des propositions pour engager un autre processus constituant qui s'appuie sur les luttes, les mouvements et aussi des propositions

(SUITE PAGE SUIVANTE)

sommaire

EDITO

L'écart n'a sans doute jamais été aussi grand entre les médias et la «France d'en-bas». Nous sommes idiots, réactionnaires, anti-progrès disent-ils, alors que, si le non semble aujourd'hui majoritaire dans l'opinion, c'est par rejet du libéralisme et pour une Europe fondée sur le progrès social. C'est cette Europe que nous devons construire... en commençant par voter NON le 29 mai.

POURQUOI PAS ?

La vague libérale dégrade tous les services publics. On avait des exemples concrets dans les hopitaux, les écoles, ... Et bien, en voici un de plus, la «petite» presse (et donc Pourquoi Pas ?) risque de disparaître. Abonnez-vous !

NON !

Nous avons participé à une réunion nationale de Convergence Citoyenne le 2 avril. Comment éviter qu'au lendemain du 29 mai, des réplis identitaires empêchent l'émergence de propositions alternatives plurielles et unitaires. Et puis, des réunions, une bibliographie...

ET LE RESTE

Entre autres, un article sur l'espéranto qui permet également de réfléchir à une autre Europe.

AGENDA

- 14/ 05 : préparation de l'alternative
- 5/ 06 : Tous à St Denis, pour tracer la voie pour une force politique alternative.

(SUITE DE L'EDITO)

pour une autre Europe. Nous pensons que, dès la victoire du non, il faudra prendre des initiatives larges en Europe pour imposer un tel processus constituant, démocratique, à l'inverse de la méthode suivie par les maîtres actuels de l'Union Européenne. Nous savons qu'il faut répondre sur le chômage, sur les droits et en particulier les droits sociaux si malmenés dans le TCE actuel mais aussi sur le fonctionnement de l'Europe pour lui donner une dimension démocratique que le libéralisme lui nie. Dans les jours qui viennent sera publié un texte auquel nous avons participé pour faire des propositions. Pour sa part CCAG lance l'idée (que vous trouverez dans la déclaration) d'une assemblée européenne dès l'automne.

Mais la victoire du Non ne transformera pas par enchantement la scène politique dans notre pays. Une alternative au libéralisme sans freins de Chirac-Raffarin et au social libéralisme tenté par Blair et Schroeder-Fischer (ceux qui veulent s'aligner sur cette gauche européenne pour ne pas être isolés) reste à construire.

Cette construction se fera t-elle dans la dynamique unitaire de la campagne du non de

gauche, ou chacun se sentant pousser des ailes suite au succès du non retournera t-il dans sa boutique? Verrons nous demain se multiplier les initiatives " unitaires chacun pour soi " ou pourrons nous ensemble créer une nouvelle forme d'élaboration collective d'une alternative politique passant par une désignation commune d'un candidat pour les présidentielles et des candidates et candidats pour les autres échéances. Serons nous capables de faire ensemble, avec nos diversités d'approche, un cadre pour permettre à tous ceux qui luttent de s'emparer de la politique.

Ne pas comprendre que le vote pour le non est aussi une certaine forme de désobéissance civique aux formes traditionnelles de représentation politique serait une erreur majeure.

C'est pourquoi Nous proposons au sein de la Convergence citoyenne une journée ouverte à tous ceux qui le souhaitent pour tirer le bilan de ce référendum et envisager concrètement ce que nous pouvons faire ensemble pour construire l'alternative. ■

Ecrivez !

Pour que notre journal, Pourquoi pas ?, vive et qu'il continue à prendre une part active dans les débats, écrivez ! Les richesses de notre association sont son ouverture et la diversité de ces membres. Pourquoi pas ? doit s'en faire l'écho.

Vous pensez qu'un sujet de fond n'a pas été traité, écrivez un article (4500 signes*). Vous préférez rédiger un article plus modeste (2 000 signes*), n'hésitez pas !

Vous faites partie d'une association et vous voulez la faire connaître, écrivez un petit article (2 000 signes*).

Un coup de gueule, une annonce, une information, alors écrivez une brève (500 signes*).

Vous pouvez nous envoyer vos contributions de préférence par courrier électronique à anpag@anpag.org, ou bien à l'adresse du journal.

Alors, bon courage et à vos plumes. ■

(*) : Le nombre de signes est le nombre de caractères en comptant les espaces et la ponctuation (voir les statistiques dans votre traitement de texte). Le nombre indiqué est approximatif.

POURQUOI PAS ?!

pourquoi pas? victime de la privatisation rampante de la poste !

Nous avons appris qu'il ne sera plus possible de faire nous même l'expédition de *pourquoi pas?*. Jusqu'à aujourd'hui, la Poste faisait bénéficier les journaux d'un tarif préférentiel pour garantir la liberté de la presse. Dans le cadre de ce service nous faisons nous-mêmes de manière militante, le routage de *pourquoi pas?* (Nous collions sur chaque *pourquoi pas?* l'adresse du destinataire) Désormais ce ne sera plus possible et il faut soit passer par une entreprise de routage soit acheter

un logiciel de plus de 15000 Euros. C'est à dire que la poste, qui est encore théoriquement un service public oblige à avoir recours à une entreprise privée pour exercer un droit aussi fondamental que le droit d'expression.

Voilà qui en dit long sur les rapports du libéralisme et de la démocratie : la liberté de la presse est réservée aux entreprises de presse, qui traitent l'information comme une marchandise qui permet de faire du profit.

Voilà pourquoi vous n'avez vu nulle part dans la grande presse de protestations ni même d'informations sur cette régression des droits.

Vous qui tardez à renouveler votre abonnement ce journal est peut être le dernier que vous recevez.

Si vous pensez que la liberté d'expression doit être garantie, que ce journal y participe, alors abonnez vous ! ■

Alternative Citoyenne, la Gauche Autrement



ANPAG BP 6269
14067 Caen Cedex 4
Téléphone / fax : 02 31 75 33 65
mel : anpag@anpag.org
site internet : <http://anpag.org>

Nom : Prénom :
Adresse :
Tel :
Email :

ABONNEMENT A POURQUOI PAS ?

Abonnement 1 an 10,00 €
Abonnement 1 an étudiant, chômeur 5,00 €
Abonnement 1 an solidaire 20,00 € ou plus

Je m'abonne à Pourquoi pas ?
 Normal Etudiant, chômeur

Je m'abonne à Pourquoi pas? et j'offre un abonnement
solidaire :
 Bénéficiaire

Nom :
Prénom :
Adresse :

Je laisse le choix de la personne à l'ANPAG
Je joins un chèque de euros.

ADHESION

L'adhésion ne comporte pas l'abonnement à Pourquoi pas ?

Cotisation annuelle :

revenu inférieur à 900 €	10,00 €
revenu de 901 à 1200 €	25,00 €
revenu de 1201 à 1500 €	40,00 €
revenu de 1501 à 2200 €	75,00 €
revenu supérieur à 2201 €	120,00 €

Je joins un chèque de euros.

SOUSCRIPTION

Pour la location et l'aménagement du local :

Je fais un don de euros.

Ci-joints ... chèques à l'ordre de l'ANPAG (CCP Rouen 5446 46K)

Pour respecter la législation, veuillez faire des chèques
séparés pour chaque rubrique.

NB : Cotisations et dons : sommes déduites, pour moitié, des
impôts.

Bulletin a nous renvoyer à :
ANPAG
BP 6269
14067 Caen Cedex 4





Réunions dans la Manche

-  **Vendredi 6 mai :**
Collectif d'Avranches à 20h30, Pontorson, salle des association
-  **Samedi 7 mai :**
Collectif d'Avranches de 9h à 13h, Avranches, animation ouverte en direction des jeunes, salle Lenoel
-  **Samedi 7 mai :**
Collectif de Cherbourg à partir de 15h30, animation dans les rues piétonnes de Cherbourg
-  **Mardi 10 mai :**
Collectif de Cherbourg et ATTAC Nord-Cotentin à 20h30, Les Pieux, salle de la mairie
-  **Mardi 10 mai :**
Collectif de Cherbourg et ATTAC Nord-Cotentin à 20h30, Octeville, Espace social des Provinces
-  **Mercredi 11 mai :**
Collectif de Granville à 20h30, Saint-Pair sur Mer, à la Faisanderie
-  **Jeudi 12 mai :**
Collectif de Cherbourg et ATTAC Nord-Cotentin à 20h30, Tourlaville, salle de l'Europe
-  **Vendredi 13 mai :**
Collectif de Cherbourg et ATTAC Nord-Cotentin à 20h30, Carteret, salle des douits
-  **Vendredi 13 mai :**
Collectif d'Avranches à 20h30, St James, ancienne mairie
-  **Mercredi 18 mai :**
Collectif d'Avranches à 20h30, Avranches, salle Victor Hugo, Meeting-débat avec N. Bénies, S. Lekeo, F. Dufour ...
- Toutes les infos sont sur : <http://collectif50.org>**

DIRE "NON"

L'après 29 mai

Après la réunion du 2 avril, déclaration définitive de Convergence Citoyenne pour une Alternative à Gauche

Après notre réunion du 2 avril, qui a permis une analyse de la situation et des observations tant d'Ile-de-France que de diverses régions, nous avons constaté notre accord, dont rend compte la déclaration ci-dessous :

- la campagne du Non peut aboutir à une victoire, pour laquelle nous sommes mobilisé-e-s ; celle-ci doit se compléter d'un effort de propositions pour une relance européenne
- Il nous faut, dès maintenant assumer une initiative afin de stimuler tout de suite la perspective de construction d'une alternative après le 29 juin.

Ce texte est fait pour une large diffusion, dès maintenant, afin de rassembler les énergies de toutes celles et de tous ceux qui partagent cette option politique, sociale, culturelle. Le groupe qui assure la coordination encourage à prendre tous les contacts régionaux et locaux ; des demandes de rencontre et de discussion seront faites auprès de toutes les forces militantes concernées. Les prochaines réunions, ouvertes à celles et ceux qui veulent en être partie prenante, auront lieu le 25 avril, le 9 mai, le 23 mai. Une réunion de dernière mise au point se tiendra la veille, le 4 juin.

Nous ne savons pas encore si le NON l'emportera le 29 mai ; mais nous savons déjà, tout l'indique, qu'il est majoritaire à gauche et dans le mouvement social.

conviction, exprimée en novembre dans un appel signé par 300 militants d'horizons divers. « Une alternative politique est possible, construisons-la ensemble ».

Nous sommes aujourd'hui totalement engagés les uns et les autres dans la bataille contre le traité constitutionnel et nous mesurons bien comment s'affirme une politisation, un réel rejet des politiques libérales. Un rassemblement très large a pu se construire par-delà les clivages habituels, répondant à une attente forte, et cette dimension contribue puissamment à la dynamique de la campagne. Nous

C'est dans la perspective de la réunion du 5 juin que nous appelons le 14 mai de 14 à 18h à une AG ouverte* de l'Alternative, des signataires de l'appel d'Aubervilliers « une alternative est possible, construisons la ensemble » et de toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'engager concrètement dans cette démarche.

Nous avons choisi de traiter localement la question « comment mettre fin à la lutte contre les pauvres et lutter contre la pauvreté » à partir des expériences sur le logement, du collectif de veille du secteur social, des associations de chômeurs... Nous devons écrire un texte pour animer le débat national. ■

(*) Cette AG aura lieu Salle de Quartier Ste Thérèse Demi-Lune, 8 rue Chanoine Vaultier

appelons à l'amplifier et à agir afin que les jeunes, les catégories populaires, les forces syndicales, associatives en soient des éléments actifs.

Avec une telle ampleur, le mouvement de discussion et de prise de position pour le Non de gauche vient confirmer notre

Il reste à consolider ce mouvement par des propositions pour une autre Europe. Nous nous attacherons à construire avec toutes les forces qui le veulent, un véritable processus constituant nourri par toutes les mobilisations et les forces sociales à l'échelle européenne. A toutes, nous proposons de tenir ensemble une grande assemblée pour une autre Europe, dès l'automne, afin de lancer le débat qui pourra être poursuivi au FSE de

janvier 2006.

D'autres échéances politiques majeures vont rapidement survenir dans ce pays. L'enjeu sera d'en finir avec les politiques libérales dévastatrices en leur opposant une alternative crédible, à la mesure du rejet massif du

libéralisme exprimé par les mobilisations sociales et l'ampleur du NON de gauche. Car les directions du PS et des Verts, en se rangeant dans le camp du OUI conduit par Chirac, ont confirmé, s'il en était besoin, leur incapacité à incarner une alternative. Le non de gauche manifeste aussi une désobéissance civique aux démarches politiques traditionnelles et une volonté de s'approprier la politique : sur cet aspect là aussi il faut inventer ensemble de nouvelles réponses.

Une alternative est à construire. Construisons cela ensemble. Cette question est plus que jamais d'actualité.

Différer cet objectif, aborder les prochaines échéances politiques en ordre dispersé, réduirait à néant ce qui aura été engrangé d'espoirs et de potentialités pendant ces quelques mois de campagne. Cela conforterait durablement l'hégémonie des libéraux et laisserait les résistances sans perspective. Avec comme conséquence un pourrissement de la situation et l'exacerbation de toutes les divisions que l'absence d'alternative peut nourrir, discriminations et racismes notamment, explosion du traitement sécuritaire des questions sociales. ...

La construction d'une telle alternative ne peut pas être déléguée aux seules organisations politiques et à leur jeu d'alliance. Elle exige une intervention active des citoyennes et des citoyens, de leurs organisations et des forces en mouvement. Cela est nécessaire pour faire émerger des exigences transformatrices et investir les espaces institutionnels.

Qui veut alors d'une compétition ruineuse pour une véritable alternative au libéralisme ? Voulons nous que chaque force de la campagne du NON de gauche se présente, avec ses candidats aux différentes élections comme le meilleur rassembleur ? Ou voulons-nous que le choix du candidat ou de la candidate, dès la présidentielle, reste posée dans le débat public de l'ensemble des forces en mouvement. Voulons-nous un éparpillement des lieux qui appellent au rassemblement ou construire tout cela tous ensemble ?

Des initiatives doivent être prises immédiatement après le référendum, par les organisations et militant-e-s engagé-e-s ensemble

dans cette campagne, par des animateurs des mouvements sociaux, pour construire un tel rassemblement, faire vivre des espaces communs de débats, de travail et d'initiatives ouverts à tous. Car cette alternative ne peut être que l'oeuvre de toutes celles et ceux qui l'appellent de leurs vœux. Cela passe par la mise en place rapide d'une coordination large, ouverte à tous.

A partir de ce qui est déjà partagé - les exigences et propositions exprimées par le mouvement social, les axes de la campagne pour le NON, l'objectif de construire une alternative au social-libéralisme - nous pouvons initier une élaboration collective aboutissant à un projet politique commun.

C'est pourquoi nous proposons à toutes les forces militantes qui le souhaitent d'organiser avec nous, dès le 5 juin, une vaste réunion qui saura faire un premier bilan, tous ensemble, et tracer la voie pour une force politique alternative.

Nous prendrons tous les contacts dans ce sens afin de co-organiser avec toutes et tous ce premier rendez-vous. ■

Et un
parachute,
un !

par Anne Flambard

Et quel parachute ! Imaginez un peu : Prenons un revenu de la « France d'en bas » pas si rare que ça : 1 000 euros, soit 12 000 euros en un an ou 36 000 en trois ans. Le « petit » parachute du patron de Carrefour qui vient de se faire virer : 36 000 000 euros. Vous suivez toujours ? ça fait bien 3000 ans de salaire à 1000 euros non ??? Je vous le fais différemment : le salaire d'environ 3000 « smicards » pendant un an !

Vous avez tous compris que décidément nous ne vivons pas dans le même monde. Tous aux urnes le 29 mai, NON, ce n'est pas de cette Europe là que nous voulons ! ■

A lire pour aller plus loin sur le TCE :

Pascal Lusseau : *Constitution européenne : les droits de l'homme en danger* (Connaissances et savoirs, 2005, 143 p, 12 E)

Jacques Généreux : *Manuel critique du paradis européen. Les bonnes raisons de dire « non » à la Constitution* (Le Seuil, 2005, 166 p, 12 E)

Michel Husson, Roger Martelli, Yves Salesse, Louis Weber, Francis Wurtz et al. : *Europe : une alternative* (Syllepse, 2005, 144 p, 7 E)

Paul Alliès : *Une Constitution contre la démocratie. Portrait d'une Europe dépolitisée* (Climats, 2005, 228 p, 15 E)

Attac : *Cette « Constitution » qui piège l'Europe* (Mille et une nuits, 2005, 196 p, 3 E)

Attac : *Constitution européenne. Ils se sont dit oui. Attac leur répond* (Mille et une nuits, 2005, 141 p, 2,50 E)

Yves Salesse : *Manifeste pour une autre Europe* (Le félin, 2004, 115 p, 10,50 E)

Raoul M. Jennar : *Europe, la trahison des élites* (Fayard, 2004, 251 p, 18 E)

Alternative citoyenne : *Documents pour débattre : ce traité est-il une avancée sociale ?* (6 p, sur demande)

Sur le houeb :
www.appeldes200.net
<<http://www.appeldes200.net/>>

www.france.attac.org
<<http://www.france.attac.org/>>

www.local.attac.org/attac14
<<http://www.local.attac.org/attac14>> , page "Non au Traité..."



Le comité du Calvados « un non de gauche pour construire une autre Europe » en campagne !

par Marie-Claude Herboux

Depuis le dernier numéro de « Pourquoi Pas », la situation politique et sociale a changé. D'abord, les participants aux différentes mobilisations sociales font le lien entre la politique libérale menée par le gouvernement français (« l'imposition » de la loi sur l'Ecole qui, pour faire bref, va augmenter les exclusions du système scolaire et participer grandement à une privatisation rampante du système éducatif, le démantèlement des services publics, l'augmentation des travailleurs et surtout des travailleuses précaires, des exclus du travail mais aussi d'un revenu minimum...) et le traité constitutionnel. Ensuite, parce que de plus en plus de sondages ont rendu crédible la victoire du NON Et ce qui est plus important, c'est le NON nettement majoritaire à gauche. Cela ne veut pas dire que ce soit gagné - les partisans du OUI sont en train de se réveiller, et ce sont eux qui bénéficient très très majoritairement des médias et des financements⁽¹⁾ mais cette possible victoire du NON offre de réelles ouvertures pour une Alternative. Pour cela, deux impératifs, gagner la victoire du NON et travailler le plus unitairement possible sur la construction de l'Europe que nous voulons.

Depuis le début, l'ANPAG s'est investie dans la construction du Comité du Calvados et dans son travail.

Le Comité se réunit tous les quinze jours. Outre la campagne de signatures (plus de 240 au 1er avril) il rédige des tracts et des affiches et a élaboré un argumentaire, il fait circuler tous les documents qui peuvent être utiles pour mener la campagne et fait

paraître une « lettre » tous les mois faisant le bilan et surtout donnant des dates d'initiatives. Dans le cadre du Comité, nous avons organisé le meeting du 13 avril. Nous travaillons d'ores et déjà sur les suites de la campagne. La réussite première de ce comité, me semble-t-il, c'est de s'être démultiplié !

En effet, des comités locaux se sont constitués et se constituent : Bayeux, Dives sur Mer, le Bocage Virois, Falaise, Mondeville, Hérouville St Clair, Blainville, Evrecy, Oustréham Ces comités organisent des réunions publiques et des distributions de tracts ... et intéressent la presse locale, ce qui n'est pas à négliger. Il ne faut pas hésiter à rejoindre ces comités et à en créer là où vous êtes si ce n'est pas fait.

C'est en allant au contact le plus près possible que nous pourrons convaincre que LE NON DE GAUCHE PEUT ET DOIT GAGNER, à condition D'ALLER VOTER LE 29 MAI ; trop d'électeurs et d'électrices pensent que voter NON ne servira à rien. C'est à nous de les persuader du contraire ! Comme vous le voyez, il y a du travail ! Chaque lectrice et lecteur de « Pourquoi Pas ? » doit prendre sa place dans la campagne.

Permanence au local (23 rue des Fossés St Julien à Caen) tous les jeudis de 17 à 19h. ■

(1) : Les recommandations du CSA sont les suivantes : 4 OUI, 4 NON mais pour le NON, outre celui du PCF, clairement de gauche, le NON de Villiers, le NON de Pasqua, le NON de Le Pen ! Se référer aussi aux chiffres donnés dans la dernière lettre de « l'Alternative ».

Réunions dans le Calvados



Lundi 9 mai :
à 18h, Salle des Fêtes,
Dozulé



Mardi 10 mai :
à 20h, Café du Commerce,
Vassy



Mardi 10 mai :
à 20h30, Salle des Anciens
combattants,
Verson



Mercredi 11 mai :
à 20h30, Mairie, Anisy



Mercredi 11 mai :
à 20h30, sous-sol de la
Mairie, Bretteville sur Odon



Jeudi 12 mai :
à 20h30, Halle aux Grains,
Condé sur Noireau



Lundi 16 mai :
à 20h30, Salle des fêtes,
Ranville



Mardi 17 mai :
à 20h30, Rue Turpin,
Vire



Mercredi 18 mai :
à 20h30, Potigny



Lundi 23 mai :
à 20h, Salle Mozart,
Lisieux (Hauteville)

NON

Politique, le retour !

par **Nicolas Bénéès**

Le débat actuel sur le Traité Constitutionnel Européen - TCE - relance l'intérêt pour la chose publique. Il synthétise à la fois les oppositions sur la stratégie politique et syndicale. Faut-il s'adapter, comme le fait la direction de la CFDT - et l'UNSA dans une moindre mesure - au libéralisme en négociant aux marges ou bien, rejoignant les revendications des mouvements sociaux, s'opposer frontalement au libéralisme pour construire une alternative ?

Le partage entre le « oui » et le « non » est plus évident que lors de la ratification du traité de Maastricht en 1992. A ce moment là - comme le dit Jacques Généreux - on pouvait croire que l'Europe sociale et démocratique suivrait tant il est vrai qu'une monnaie sans Etat ne peut avoir d'existence réelle. La Banque centrale Européenne - BCE - devient de ce fait une sorte de porte drapeau de cette Europe de la « gouvernance », le gouvernement d'experts qui construit des règles de vie en commun sans contrôle démocratique d'aucune sorte. Le TCE n'y changera rien puisque la partie III reprend le traité de Maastricht aggravé par le Pacte de Stabilité de 1997, signé par Lionel Jospin alors nouvellement Premier ministre de Jacques Chirac. Elle décide de la politique monétaire indépendamment de tout pouvoir politique centrant ses interventions sur l'objectif essentiel de la stabilité des prix au détriment de la croissance et de l'emploi.

Les arguments du « oui » dit de gauche ne sont pas seulement pauvres mais sont trop près de la droite. Sarkozy l'a bien compris qui pousse son avantage pour faire accepter par les citoyennes et les citoyens un discours et une politique ultra libérale. Les affiches du

PS, « Votez oui pour construire l'Europe sociale » apparaissent au mieux comme une promesse, au pire comme un mensonge. Cet ensemble provoque une profonde crise politique touchant non seulement le PS et les Verts mais aussi toute la société. L'intervention télévisée du Président de la République devant un panel de jeunes le jeudi 14 avril le montre à l'envi. Incapacité des " élites " politiques à considérer les problèmes réels de notre vie de tous les jours. Du coup, Chirac est apparu vieux et usé - « 10 ans ça suffit » !! -, coupé de toutes les réalités. Les questions des jeunes l'ont mis en porte-à-faux et toute la manière de « faire » de la politique ! Il aura beaucoup œuvré à la victoire du non.

Cette crise devrait provoquer des recompositions, des restructurations au sein de la gauche. Les échéances politiques centrales se rapprochent. Si le « non » est majoritaire, Chirac sera en première ligne. Il devra soit démissionner - même s'il se refuse à l'envisager et on comprend bien pourquoi - soit prendre une initiative politique. Ce n'est pas la France qui sera considérée, mais lui et son gouvernement qui seront plus encore considérés comme illégitimes non seulement au niveau interne mais aussi externe. Il ne faut pas sous estimer ces conséquences.

Le 30 mai, il faudra prendre des initiatives, en termes non seulement de mots d'ordre pour dire « au revoir » à Chirac, mais aussi pour formaliser une alternative, une nouvelle force politique de gauche prendra la place du PS... Ce rêve que nous poursuivons depuis la fondation de l'ANPAG pourrait devenir réalité.

Dans le même temps, il nous faudra pour-

suivre le débat sur l'Europe. Construire un Etat réellement démocratique sur la base d'un modèle social est une nécessité pour faire exister une politique internationale altermondialiste, contre l'Etatsoviétique, de guerre et d'imposition de son ordre par la violence et la remise en cause des libertés démocratiques pour faire régner une terreur néo conservatrice. Ce n'est pas la Chine et l'Inde le danger actuel mais bien les Etats-Unis et leur position d'hyperpuissance.

Le combat continue pour la refondation de la gauche. Il a trouvé un nouvel aliment. Les masses se sont décidées à entrer dans l'arène politique. Sorte de bilan du 21 avril 2002 qui portait déjà en lui cette nécessité de restructurer la gauche pour faire échec durablement au Front National dont la montée s'alimente sur les déstructurations dues aux politiques ultra-libérales.

Ce « non » est porteur d'avenir... A condition d'élaborer des réponses alternatives. C'est de la responsabilité de toutes celles et de ceux qui se sont engagés dans cette campagne ! ■

Économiser un milliard d'euros



par le groupe **Espéranto d'Hérouville**

Une seule langue est autorisée lors des séances du forum économique de Davos: celle qui est parlée aux États-Unis d'Amérique. Une seule langue est utilisée pour l'édition scientifique valant reconnaissance internationale: celle des revues spécialisées paraissant en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. « No english, no job! », (« Pas d'anglais, pas de boulot! ») semble même se réjouir la récente publicité d'un « institut » français de « langues », en mal de clients.

Cet impérialisme linguistique permet aussi aux anglophones de se réserver (hors donc de cette « concurrence » si prônée par ailleurs !) des emplois sûrs au sein de l'administration de l'UE dont les annonces d'offres d'emploi de fonctionnaires - rédigées, bien sûr, uniquement en anglais-mentionnent généralement, au mépris total des règlements communautaires, de l'éthique, de l'égalité entre les membres de la communauté et de la diversité culturelle, que ces emplois sont réservés strictement aux « native english speakers », à ceux dont la langue maternelle est l'anglais.

Le rêve de certains serait même que seuls les parfaits anglophones puissent être élus au Parlement Européen. « Les gens importants parlent anglais. Les gens qui ne parlent pas anglais ne sont pas importants » dit-on dans ces milieux. Le tout-anglais permettrait en effet une économie de ...1,2 milliard d'euros par an: le prix des traductions qui permettent à chaque député non-anglophone de discourir et entendre le discours des autres dans sa langue vernaculaire.

Avec 20 langues autorisées, l'idéal est de trouver 380 interprètes « rares » comme par

exemple un Grec spécialiste du finlandais et un Finlandais spécialiste du grec car chacun traduit plus finement dans sa langue - la version est plus aisée que le thème - ou 190 si l'interprète traduit dans les deux sens ! Le plus délicat étant d'ailleurs la traduction des écrits qui doivent absolument échapper à la moindre variation de sens entre versions de langues différentes. Ubuesque ! La solution conciliant démocratie et économie (19 ou 20 interprètes seulement suffisent) réside dans une première traduction systématique dans une langue de référence, appelée « langue-pivot », suivie d'une retraduction dans la langue de destination.

Évidemment, le « lobby » anglophone préconise l'anglais comme langue-pivot. Hélas, de toutes les langues européennes, c'est la moins rationnelle : après un an d'apprentissage de la lecture, les enfants de Finlande, de Grèce, d'Allemagne, de Tchéquie, d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Suède, d'Islande reconnaissent plus de 90% des mots de leur langue maternelle (France 78%, Portugal 73%, et avant-dernier le Danemark avec 71%). Les petits Anglais, eux, n'en reconnaissent que ... 34% ! (Étude parue dans la revue « Pour La Science »)

La raison de cette catastrophe pédagogique : une relation prononciation - écriture arbitraire. Le saxon des envahisseurs du Ve siècle devenu populaire était incompatible avec le normand des conquérants du XIe siècle répandu dans l'aristocratie. Le résultat du conflit est une macédoine linguistique, pleine de doublons (liberty / freedom) - faux doublons, en réalité, puisqu'un anglophone de naissance emploiera l'un des deux selon le contexte, au grand désarroi de l'é-

tranger - pleine de mots à sens multiples comme par exemple « draw » qui totalise un total de 61 (soixante-et-un !) usages distincts dans un dictionnaire anglais-français ! Alors que, à l'opposé, « horse, stallion, mare, colt, foal, knight, cavalry, equine, hippodrome », pourtant tous relatifs au cheval, ont chacun un radical différent ! Sans compter qu'au lieu du terme précis, l'anglais préférera une chaîne idiomatique de mots simples, incompréhensible pour un étranger. Le grand polyglotte Claude Piron, dans son ouvrage magistral, « le Défi des langues » (éd. de l'Harmattan), explique ainsi qu'un étranger « anglophone » dira : « I'll have to tolerate his presence », « Il faudra que je tolère sa présence » mais qu'un « native english » préférera : « I'll have to put up with him » L'anglais est souvent si ambigu, explique-t-il encore, que 50% des « native english » comprennent que : « short breathing exercises » signifie « exercices de respiration brève » alors qu'il s'agit, bien entendu « de brefs exercices de respiration » ! La prononciation d'un mot anglais, est souvent une surprise totale imprononçable comme « the ». L'anglais se classe 18e dans les tests de non-confusion de mots en cas de transmission altérée. Bref, c'est la moins bonne langue-pivot imaginable ! Très bien, dira-t-on, mais alors, laquelle est la meilleure ?

L'adoption comme langue-pivot de toute autre idiome du continent serait combattue, à juste titre, comme privilégiant ses locuteurs, leur culture et leur économie. Le latin, irrégulier et sans vocabulaire moderne, est hors course. Ne reste plus que le choix d'une langue neutre conçue pour être apprise facilement en sus de sa langue maternelle. L'espéranto, classé deuxième au test de non-confusion mentionné précédemment, juste derrière l'italien, s'impose alors à toute personne compétente et de bonne foi. Une étude allemande (Université de Paderborn) montre qu'il faut 1500 heures d'études à un Français pour un niveau bac en « anglais des



INES, Indentité Nationale Electronique Sécurisée

par Anne Flambard

Le ministre de l'Intérieur annonce une carte d'identité nationale électronique sécurisée « obligatoire » et « payante ». Projet, qui prévoit une puce électronique avec des éléments biométriques, indique Dominique de Villepin dans une interview à France Soir. Le gouvernement, précise-t-il, prévoit « la généralisation du dispositif en 2008 au permis de conduire et à la carte de séjour des étrangers » et dès 2006 pour la carte Vitale délivrée à chaque assuré social. « Il y aura deux identifiants biométriques: le premier: les empreintes digitales, le second la photo numérisée », dit-il ; « Et on n'a pas exclu, dans le futur, la possibilité de rajouter un troisième identifiant si cela devenait nécessaire, qui pourrait être l'iris de l'oeil. » La biométrie, fait-il savoir est « un enjeu majeur pour la sécurité de notre territoire et celle de nos compatriotes ». Et d'ajouter : « pour que ce système soit vraiment efficace en termes de sécurité, la carte d'identité devrait devenir obligatoire au terme d'un délai rapide, de l'ordre de cinq ans ». Le ministre indique qu'avec le système INES, le coût des nouveaux documents « sera de 205 millions d'euros par an, soit 25 millions d'euros en plus, compensés par les économies dues à une baisse des fraudes ». « Le prix du passeport sera probablement un peu majoré. Et pour la carte d'identité, elle sera payante ». C'est le prix de la sécurité !

d'après Reuters, le 12/04/05

La sécurité de qui veut-on assurer ?
Voilà qui est très éclairant sur leur façon d'envisager « la liberté ».

Et demain ? L'empreinte génétique, la puce directement injectée sous notre peau, le tatouage indélébile d'un « code barre », GPS et prise USB inclus pour transmettre rapidement toutes données nous concernant ?

Que craignons-nous ? Pourquoi toujours ce regard négatif sur la « modernité » ? C'est pour notre sécurité ! C'est pour notre bien ! C'est normal ! Tellement normal qu'il n'y a rien à redire ni sur l'idéologie, ni sur le coût

en sus, nous devons être responsabilisés et impliqués dans la diminution des fraudes en tout genre ; n'est-il pas ?

Et puis rendez vous compte, toujours savoir où se trouve votre conjoint, retrouver votre enfant comme votre animal favori qui l'a déjà, lui, sa puce, depuis longtemps ! Quel progrès ! Quelle tranquillité ! Dès demain : plus d'incertitudes, tout savoir sur son interlocuteur sans même avoir à lui parler, quel gain de temps et d'interrogations !

Le meilleur des Mondes approche et tant pis pour ceux qui ne s'y intégreront pas, il sera plus facile de les repérer ces marginaux, ces anormaux, ces sans droit et autres asociaux. Liberté de circuler ? Tu parles !

J'ai pas envie de plaquer ni mes doigts, ni mes yeux sur des plaques ou boîtiers variés à chaque fois que je passerai une porte ou réaliserai une transaction ; j'ai pas envie d'être localisable tout le temps et par n'importe qui, j'ai pas envie que quiconque en sache trop sur mon passé, mon présent, ma santé, mes amours, mes sous, mes lectures, mes loisirs.....

Comment fait-on pour débrancher ???

Non, décidément libéral ne rime pas avec liberté, nous sommes entrés dans le monde des pires cauchemars de mes auteurs de S.F favoris.

Au Secours ! ■

étrangers » contre 150 heures seulement pour le même niveau en espéranto !

La place manque pour souligner les mérites de l'espéranto. Il se contente de 16 règles de grammaire. Chacune est sans aucune exception. Chaque lettre se prononce d'une seule manière et n'est jamais muette. Les « eau », « ai », « in » n'existent pas. Cette rationalité de l'espéranto permet, selon une étude finlandaise renouvelée, d'éclairer le fonctionnement et donc de faciliter l'apprentissage de leur propre langue maternelle ainsi, d'ailleurs, que celui de toute autre

langue, aux élèves de primaire et de collège. Ainsi, il a été vérifié et re-vérifié, que les jeunes espérantophones, Allemands ou Français, qui ne commencent qu'au collège l'apprentissage de l'anglais, surclassent rapidement dans cette matière ceux qui ont pourtant été initiés à l'idiome de Shakespeare dès huit ans ! Pour faire suivre à l'espéranto l'évolution rapide du vocabulaire des idées et des connaissances nouvelles, une commission d'experts lui ajoute régulièrement des racines issues de termes de toutes langues mais d'usage mondial pour former des mots immédiatement compréhensibles.

Sur notre planète, des millions de personnes comprennent cette langue, à la littérature abondante, parlée sur des radios (étrangères) et présente sur Internet (www.esperanto-france.org www.sat-esperanto.org www.ikurso.net.) Elle prospère grâce au bénévolat: l'association « Hérouville-espéranto », se fera un plaisir de vous informer davantage au 1018 Quartier du Grand-Parc (dans l'ancien CLE) le mardi et le mercredi à partir de 18h30 (hors vacances scolaires). ■

Question de principes

Le principe d'égalité devant la loi, considéré comme principe de valeur constitutionnelle, implique qu'à situations semblables il soit fait application de solutions semblables. Pour les usagers des services publics, cela signifie un droit à « l'identité » de traitement quand il y a identité de situation.

Or, après le délai supplémentaire accordé aux contribuables internautes, la réduction d'impôts de 20 euros à condition de déclarer ses revenus par Internet - d'être mensualisé, de ne pas avoir changé de situation familiale et de ne pas remplir sa déclaration pour la première fois - constitue une rupture :

- du principe d'égal accès aux services publics, tant que l'accès gratuit à Internet n'est pas proposé aux usagés,
- du principe de gratuité d'un service public administratif obligatoire et monopolistique, puisque les contribuables disposant d'Internet sont privilégiés,
- du principe d'égalité devant l'impôt, puisque les personnes non-imposables ne pourront pas profiter de ces 20 euros offerts.

Cette mesure discriminatoire crée artificiellement une sous-catégorie distinctes d'usagers bénéficiant de prestations non identiques aux autres usagers en situation

identique. Par exemple, les internautes ne sont plus obligés de fournir la moindre pièce justificative à leur déclaration informatisée.

Une telle dérogation aux principes généraux du droit public se fonde-t-elle sur :

- le principe d'égalité proportionnelle qui corrigerait des inégalités de fait entre usagers, des différences de situations appréciables ?
- le principe d'intérêt général qui adapterait le service public des impôts aux réalités économiques d'un secteur concurrentiel et fournirait des prestations personnalisées ?
- le principe de nécessité en rapport avec les conditions d'exploitation du service pour diminuer le nombre de fonctionnaires des impôts ?

Le texte qui autorise la discrimination tarifaire entre les usagers du service public des impôts est-il :

- une loi de finances votée au Parlement et contrôlée par le Conseil constitutionnel ?
- une ordonnance gouvernementale visée par le Conseil d'Etat et ratifiée par le Parlement ?
- un arrêté ministériel d'organisation interne des services signé par le Premier Ministre ?

S'il y a violation de règle objective, un

recours pour question préjudicielle est possible auprès du juge afin qu'il renvoie cet acte administratif réglementaire en interprétation ou en légalité. S'il y a atteinte aux libertés individuelles par voie de fait fondée sur une décision administrative, le recours pour excès de pouvoir est possible auprès du juge administratif afin qu'il annule cette décision.

Alors si vous gagnez assez pour être imposable mais pas assez pour vous payer un ordinateur et son forfait internet, exigez de votre centre des impôts l'accès gratuit à un ordinateur public sur lequel taper votre déclaration ... ou un bon d'achat de 20 euros à valoir pour votre futur ordinateur !

Ainsi vous montrerez votre soutien au gouvernement qui veut :

- relancer la croissance par la consommation de biens d'équipement,
- combler le retard du pays dans le domaine informatique et donc limiter la fuite des cerveaux,
- démocratiser l'accès aux nouvelles technologies et donc réduire les tensions sociales et générationnelles.

Vous serez moderne, puisque branché ! ■

Petit tour au pays des « oui - oui »

E-A. Sellière (à l'université de MEDEF 2004) : « La constitution est un progrès pour une économie plus flexible, plus productrice et pour un état allégé. Elle bénéficiera aux entreprises. »

J. Lang (RTL 24 03 05) : « refuser ce traité c'est, il faut que les français le sachent livrer la France, notre pays au vent destructeur du libéralisme et du capitalisme sauvage ! ce traité est une arme pour faire avancer l'Europe sociale, la France sociale... »

Oui-oui aux amalgames...

P. Jarreau (Le Monde 5 02 05) : « Le NON c'est d'abord l'attitude protestataire par excellence, déclinée aux extrêmes par le FN d'un côté et, à l'opposé par les organisations trotskistes. »

J-P. Raffarin (Afp 30 03 05) : « Regardez l'extrême gauche, l'extrême droite, ils se rassemblent, ceux qui votent non sont mécontents de l'Europe. »

... mais non à la protestation populaire :

P. Sabatier (Libération 04 02 05) : « La CGT, comme l'étrange alliance des carpes communistes et du lapin villieriste d'appeler à voter

non au traité. Le danger est réel que la colère populaire entraîne une majorité d'électeurs vers un non à la constitution de pure protestation »

Oui-oui à l'argumentation raisonnée :

M. Rocard cité par Marianne (19 02 05) : « Le non et ses partisans représentent une pollution, une mystification et un mensonge, le choix du néant, une piscine sans eau, de l'agitation d'analphabètes. Ceux du oui, en revanche : la France moderne, jeune et dynamique ».

Oui-oui les électeurs sont des demeurés :

F. Hollande cité par Le Figaro (21 03 05) :

Lycées en lutte

par Claude Rayon

Des occupations qui cachent une forêt de problèmes...

Fillon, ministre en charge de l'Education Nationale, aurait tort de se réjouir prématurément de l'esoufflement que semble marquer le mouvement lycéen. Plus de deux mois après être apparu sur la scène sociale, celui-ci se refuse à mourir.

Baroud d'honneur ? Voire. En tout cas, car ce que montre le mouvement, sur beaucoup de points exemplaire et citoyen, des lycéens, c'est qu'une fièvre durable et porteuse taraude l'Ecole.

Et ce n'est pas le petit docteur Knock-Fillon qui va guérir le malade avec ses clystères libéraux et ses saignées anti-service public.

Car le mal est profond et nous accorderons à notre ministre ultra-libéral qu'il n'en est pas le seul fautif. Il suffit de remonter aux années Allègre - souvenez-vous le pachyderme suffisant, postillonnant son mépris des enseignants et des syndicalistes - pour trouver les symptômes de l'aggravation d'un mal qui ne disait pas son nom.

Fermetures de classes massives, aggravation des conditions d'accueil des élèves dans tous les établissements, retraits des adultes de l'Ecole, violences scolaires que l'on minimisait à dessein, carences des moyens, mépris et infantilisation du corps enseignant qui se sentait « lâché » par son administration. Depuis toutes ces années l'Ecole, de

la maternelle à l'Université, est entrée en résistance, avec les élèves, les enseignants et aussi les parents. Sans compter les municipalités de la France d'en bas qui s'insurgent contre le sabordage de leurs écoles et le sabotage systématique du service public d'éducation. Par poussée de fièvre sociale, générale comme en 2003 ou ponctuelle, régulière et spectaculaire comme actuellement, l'Ecole se débat sous l'œil indifférent de la République chiraquienne.

Et du ministre aux syndicalistes, personne ne semble prendre la réelle mesure du mal. Fillon a imposé son projet à la hussarde. Les lycées dégagés à coups de matraques par les forces de l'ordre peuvent retrouver un semblant de calme. L'Ecole empoisonnée pourrait bien contaminer son référendum tout d'abord, ce qui peut nous réjouir mais non nous suffire. Quand à sa réforme idéologique, puisée dans la stratégie de Lisbonne, pourra-t-il vraiment l'appliquer dans un contexte politique incertain ? Nous ne pouvons qu'en douter.

Alors, les « lycées morts » des lycéens d'aujourd'hui préfigurent-ils les champs de ruine de demain ? Ou les théâtres où les futurs citoyens joueront les revanches sociales que nous attendons tous ? ■

« Dois-je rappeler le 21 avril ? Tout est possible, même l'in vraisemblable, la crise, l'irrationnel »

C. Barbier (l'Express 21 03 05) : « Le non se nourrit de la colère, le oui de la raison »

J-M. Colombani (France Culture 26 03 05) : « On voit bien que les arguments du non sont des arguments simples. Voilà : non à ci ! non à ça let que les arguments du oui font plus appel à la réflexion »

D. Strauss-kahn (RTL 20 03 05) : « Les arguments du non sont les plus faciles et les plus populistes »

M. Aubry (citée par le Figaro 01 04 05) :

« NON, c'est du populisme, c'est ce qui conduit l'Italie d'autrefois à ce que l'on sait. »

J. Lang : « C'est un délit de démocratie »

C. Imbert (le Point 31 03 05) : « Le non c'est le déchaînement médiocre des intérêts corporatistes. Ne laissons pas le subalterne et la chienlit démagogique envahir l'horizon »

Oui- oui qui ment ?

D. Reynié (l'iv 22 03 05) : « Les vrais libéraux ont bien lu le texte et ils n'en veulent pas »

Art. III-148 : « Les états membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire... » ■

Encore des démolitions

Le conseil municipal du 4 avril a voté une nouvelle délibération autorisant la démolition de 80 logements à la Grâce de Dieu. Nous l'avions annoncé au conseil de juillet nous ne voterons pas les démolitions d'immeubles avant d'avoir un débat :

- sur le logement social aujourd'hui (pour qui? Quel type?),
- sur la politique foncière de la ville pour sauvegarder le logement social,
- sur la transparence totale dans l'attribution des logements sociaux pour tous à Caen et dans l'agglomération.

Dans sa réponse l'adjoint au logement a dit qu'il fallait démolir parce que Caen n'avait plus de terrains pour des logements sociaux ce qui vient valider notre demande sur la politique foncière de la ville : sur les rives de l'Orne, faut il construire un centre d'affaires et commercial ou faire le choix de logements (mais pour clore la discussion Mr Bovalis déclare qu'il n'y a pas plus de demandes aujourd'hui). Le maire met en avant le financement obtenu de l'ANRU (agence qui finance la rénovation urbaine) : là encore c'est un motif d'inquiétude parce que le rapport de la fondation Abbé Pierre montre bien les dérives induites par cette rénovation qui « chasse les pauvres ».

Il semblerait que le PS local s'interroge sur le logement social, sa représentante au conseil intervient maintenant sur cette question : notre obstination finit par payer, le logement pour tous sera un sujet de la future campagne des municipales, à nous de construire avec tous ceux qui le souhaitent des alternatives, des exigences politiques sur ce problème.

L'incendie de l'hôtel à Paris a rappelé de façon dramatique que le mal logement existe dans notre pays riche, que des milliers de personnes en souffrent. A l'heure où nous écrivons un hôtel de Tilly accueillant des réfugiés vient de brûler. Voilà qui rend encore plus pressante notre demande de saisine du Conseil économique et social. Une fois que ce dernier aura rendu un rapport et un avis aucun élu ne pourra plus dire : je ne savais pas et nous nous emploierons à le leur rappeler. ■



pourquoi pas ?

Directeur de publication :

Georges Fauvel

Comité de rédaction :

Étienne Adam
Nicolas Bénéès
Georges Fauvel
Anne Flambard
Marie-Claude Herboux
Hervé Le Crosnier
Jean-Charles Risbec
Sébastien Saez

Abonnements :
(6 numéros par an)

Simple 10E, soutien 20E et plus, étudiants et chômeurs 5E.
Chèques à l'ordre de ANPAG, CCP Rouen 5446-46K.

Prix au numéro 2 E.
Conception graphique Nicolas Taffin
Imprimé par Alphacolor (Caen)
(tirage 1600 exemplaires).

EXPÉDITEUR :

ANPAG (Georges Fauvel)
BP 6269
14067 Caen Cedex 4

Fax : 02 31 75 33 65
N° CPPAP 1207 P 11074

Dispensé de timbrage

CAEN CC

pourquoi pas ?

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSÉ LE 04 05 2005

Agenda militant



Jeudi 12 mai :

Appel départemental des syndicalistes pour le
NON au TCE,
à 20h30, Maison des syndicats (CAEN)



Samedi 14 mai :

AG ouverte des signataires de l'appel « une
alternative est possible, construisons la
ensemble » (préparation du 5 juin)
de 14h à 18h, (Salle de Quartier Ste Thérèse
Demi-Lune, 8 rue Chanoine Vaultier, CAEN)



Lundi 16 mai :

Formation-débat : de la loi Ferry au LMD, le
modèle libéral européen en application.



Samedi 21 mai :

Le FSL : «Quelle Europe pour un autre monde ?»
Des ateliers, des débats et une soirée festive
à Colombelles, à partir de 13h30



Dimanche 5 juin :

Traçons la voie pour une force politique alter-
native !
à St Denis

Pour un calendrier plus précis, deux adresses à ne pas rater : <http://anpag.org> et <http://www.resistances-caen.org>

Le 29 mai,
allez voter NON
Non à ce traité constitutionnel
Pour une autre Europe !

